



14 novembre 2012, comme partout en Europe,
pour sortir de l'austérité,
participons aux manifestations unitaires



Chaque jour, dans toute l'Europe, les politiques d'austérité montrent leurs effets néfastes pour les salariés, les retraités et les privés d'emploi, pour la croissance et le bien vivre ensemble.

Dans toute l'Europe, les syndicats expriment leur ferme opposition aux mesures d'austérité qui font plonger le continent dans la stagnation économique, voire la récession.

Les traitements de choc infligés aux travailleurs, notamment en Grèce, en Espagne et au Portugal, montrent l'impasse des politiques qui conduisent à la destruction des droits sociaux, à l'accroissement sans précédent des salariés privés de leurs emplois.

En France, les stratégies financières des grands groupes et les politiques d'austérité budgétaire ont comme effets : fermetures d'usines, délocalisations, chantage éhonté à l'emploi et aux salaires, précarisation, chômage record, taxation des pensions, restructurations des administrations et des services publics, coupes budgétaires, ...

Dans le département, des milliers d'emplois ont été détruits, CONTINENTAL, GOSS, STILL, WORTHINGTON, Akzo Nobel, AUTOLIV France, LAJOUS, RIETER, Sodimatex pour ne prendre que ces quelques exemples ; à cela il faut ajouter la question de la sous-traitance qui a disparu dans le plus grand silence. Toutes ces fermetures ont eu un impact sur les commerces de proximité.

Toutes ces catastrophes sociales et économiques sont dues à un choix stratégique. Elles ont des répercussions sur les questions de santé, d'école, de services publics. Ainsi, dans le secteur Hospitalier, face à la politique mener par l'ARS de nombreux hôpitaux sont appelés à disparaître.

La France et l'Europe peuvent sortir de la spirale infernale !

A l'appel de la CES, la journée de mobilisation du 14 novembre permettra aux travailleurs de toute l'Europe d'agir, ensemble et solidairement, pour des conditions de travail et de vie décentes.

Avec les syndicats européens, nous exigeons :

une véritable coordination des politiques économiques intégrant les dimensions sociales et des mesures de solidarité concrètes vis-à-vis des peuples les plus en difficulté ;

la négociation d'un « contrat social » européen pour mettre fin au dumping social entre état ;

des mesures de relance au plan européen pour renouer avec une croissance durable et favoriser l'emploi.

Le 14 novembre 2012, par la manifestation et la mobilisation massive, faisons-nous entendre, donnons de la voix !

Face aux pressions patronales, les salariés, par leur mobilisation, doivent relever le défi !

Le Medef fait la sourde oreille aux attentes des salariés mais se mobilise pour mettre le gouvernement sous pression. Alors que des millions de salariés paient les dégâts de la crise sur leurs salaires et leurs emplois, alors que les inégalités ne cessent de s'accroître, ce sont **les patrons qui se prétendent être les pigeons** des politiques gouvernementales.

Alors que les dividendes versés aux actionnaires et les revenus financiers des grands groupes battent des records, **les patrons du CAC 40 se liguent pour exiger du gouvernement** un transfert massif des cotisations sociales sur les ménages (**hausse de la TVA**) et de nouvelles coupes dans les dépenses publiques. À la demande du gouvernement, une négociation sur la sécurisation de l'emploi est en cours. Face aux mesures portées par les syndicats visant plus de sécurité pour les salariés, **le Medef demande, au contraire, plus de flexibilité et moins de possibilités de recours juridique face aux plans de licenciement.**

De la même manière, dans la négociation qui va s'ouvrir sur les retraites complémentaires ARRCO et AGIRC, **le Medef revendique l'abaissement des droits** concernant 18 millions de salariés actifs du privé et 11 millions de retraités.

Il faut, au contraire, comme pour l'ensemble de la protection sociale, une augmentation des ressources notamment par la mise à contribution des revenus financiers et par une réforme de la cotisation employeurs pénalisant les suppressions d'emplois.

Par notre mobilisation le 14 novembre, renversons la pression : les salariés ne doivent pas être les pigeons des exigences patronales et des traités européens.

Pour sortir de la crise, aucun des problèmes économiques (financement des retraites et de la protection sociale, rééquilibrage de notre commerce extérieur, financement de l'État et des collectivités territoriales, pouvoir d'achat...) ne peuvent être résolues sans de **vigoureuses politiques de développement industriel, de l'emploi, de revalorisation salariale et des retraites, de lutte contre la précarité.**

Le 14 novembre, mobilisons-nous massivement en France, comme partout en Europe, pour dire non aux politiques d'austérité, oui au progrès social.

L'Union Départementale CGT en intersyndicale avec la FSU, l'UNSA et la CFDT appellent les salariés du privé, du public, les privés d'emploi, les retraités à s'emparer de cette journée européenne pour porter leurs revendications et à participer massivement à la manifestation.

**À 10h00 devant l'entreprise GOSS
Rue Ambroise CROIZAT à Montataire**

La crise c'est eux ; les solutions c'est nous !!!